

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le **21 MARS 2023**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/10/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SMED

ZAC de Bussy sud Parc d'activités Gustav
77600 BUSSY ST GEORGES

Références : E/23- 0642
Code AIOT : 0006508107

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2022 dans l'établissement SMED implanté ZAC de Bussy Sud - Parc d'activités Gustave Eiffel 8 Avenue de l'Europe 77600 BUSSY ST GEORGES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMED
- ZAC de Bussy Sud - Parc d'activités Gustave Eiffel 8 Avenue de l'Europe
77600 BUSSY ST GEORGES
- Code AIOT : 0006508107
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SMED appartenant au groupe ARVATO exploite une plateforme logistique pour le compte de deux clients appartenant aux secteurs de la cosmétique et du divertissement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de la dernière visite d'inspection réalisée en 2015,
- suites du dossier de "porter à connaissance" déposé en 2019,
- modifications envisagées sur le site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Modification de l'installation	Arrêté Préfectoral du 30/01/1996, article 14	/	Sans objet
2	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15 de l'annexe II	/	Sans objet
3	Installation de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 5 de l'annexe II	/	Sans objet
4	Système d'extinction automatique	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 de l'annexe II	/	Sans objet
6	Dispositifs de désenfumage (exutoires)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22	/	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 de l'annexe II	/	Sans objet
10	Défense extérieure contre l'incendie (DECI)	Arrêté Préfectoral du 30/01/1996, article 6.1	/	Sans objet
12	Dimensions des cellules	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 7	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	/	Sans objet
8	Vanne d'isolement	Arrêté Préfectoral du 10/01/1996, article 10.2	/	Sans objet
9	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 12	/	Sans-objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Eaux d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 11 de l'annexe II	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués au cours de cette inspection ont mis en évidence des non-conformités en termes d'entretien et de maintenance des installations électriques et de certains matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie. L'exploitant dispose d'un délai maximal de trois mois pour y remédier.

Par ailleurs, l'exploitant a entrepris des modifications de son site, qui l'ont conduit à redimensionner ses besoins en matière de défense extérieure contre l'incendie (DECI). Il doit justifier dans un délai d'un mois de la disponibilité effective du débit requis et, le échéant, compléter sa DECI existante par l'installation d'une réserve incendie appropriée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/1996, article 14
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : En 2019, l'exploitant a porté à la connaissance du Préfet et de l'inspection des installations classées son projet d'intégrer au sein de son entrepôt les produits d'un nouveau client (produits cosmétiques) l'obligeant à modifier ses installations. L'exploitant a réalisé les aménagements décrits dans son dossier de "porter à connaissance", exceptée la réserve incendie de 360 m3, qui n'a pas été mise en place. Lors de la visite, il a été constaté au sein de l'entrepôt la présence de deux chambres froides alimentées par deux groupes froids. Ces nouvelles modifications n'ont pas été portées à la connaissance du Préfet.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : Le compte-rendu de la dernière vérification périodique des installations électriques (Q18) réalisée du 28 au 30/06/2022 par Bureau Veritas indique que l'installation électrique présente des risques d'incendie et d'explosion. Il est demandé à l'exploitant de procéder à la levée des non-conformités dans un délai maximal de trois mois et de transmettre à l'inspection des installations classées le rapport de la prochaine vérification prévue au plus tard en juin 2023.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Installation de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 5 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Installation de protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. Pour tout entrepôt soumis à enregistrement ou autorisation, l'installation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque est conforme aux dispositions de la section V de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. Cette disposition est applicable aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021. Cette disposition est applicable aux installations existantes et aux autres installations nouvelles pour lesquelles la réglementation antérieure l'exigeait.
Constats : La dernière vérification complète des équipements contre la foudre réalisée le 27/07/2022 par Bureau Veritas a mis en évidence des défauts ou anomalies auxquelles il y a lieu de remédier. Il est demandé à l'exploitant de justifier dans un délai de trois mois de la réalisation des travaux visant à lever ces anomalies. Par ailleurs, le prochain rapport de vérification des équipements de protection contre la foudre devra être transmis à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Système d'extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 de l'annexe II
Thème(s) : Autre, Vérification et maintenance du système d'extinction automatique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p>
<p>Constats : Le compte-rendu de la dernière vérification semestrielle de l'installation de sprinklage réalisée le 19/07/2022 par la société TYCO fait état de nombreuses observations ou améliorations à apporter à l'installation, dont certaines d'entre elles sont récurrentes depuis plusieurs années.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier dans un délai maximal de trois mois de la levée de ces observations.</p> <p>Le prochain rapport de vérification semestrielle de l'installation de sprinklage tenant compte de la levée de ces observations devra être transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant doit justifier que le système d'extinction automatique est adapté aux conditions de stockage et à la nature des produits stockés dans l'entrepôt (justificatif de qualification et/ou de l'assureur).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4
Thème(s) : Situation administrative, Etat des matières stockées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p>Constats : L'exploitant dispose d'un état des matières stockées et d'un plan de localisation des stockages.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Dispositifs de désenfumage (exutoires)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification et maintenance des dispositifs de désenfumage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.
Constats : Le rapport de la dernière vérification périodique réalisée le 20/09/2021 par la société SICLI met en évidence plusieurs observations dont notamment des vérins hors de fonctionnement pour plusieurs exutoires. L'exploitant doit communiquer à l'inspection des installations classées le rapport de la vérification réalisée en 2022 et justifier dans un délai de trois mois des travaux visant à remédier aux observations mentionnées dans le rapport de vérification de 2021.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie (page ci-après)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Besoins en eau (défense extérieure contre l'incendie)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ul style="list-style-type: none"> a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) [...]</p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.</p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.</p>
<p>Constats : Dans le cadre de son dossier de "porter à connaissance" (PAC) déposé en juillet 2019, l'exploitant avait redimensionné ses besoins en eau à 360 m³/h pendant 2 heures.</p> <p>L'établissement disposant déjà de 180 m³/h répartis sur 3 poteaux privés, l'exploitant s'était engagé à compléter sa défense extérieure contre l'incendie par l'installation d'une réserve incendie d'une capacité de 360 m³ munies de 3 plate-forme d'aspiration. Lors de la visite, l'inspection des installations classées a pu constater que cette réserve n'avait pas été réalisée.</p> <p>L'exploitant a indiqué que cette réserve n'était peut-être pas nécessaire dans la mesure où les 4 poteaux privés et ceux présents sur la voie public pouvaient potentiellement être en mesure de délivrer en simultané les 360 m³/h requis pendant 2 heures.</p>

Ce dernier a indiqué qu'il envisageait de réaliser un test en simultané sur 6 poteaux incendie afin de démontrer que le débit de 360 m3/h était déjà disponible.

Toutefois, l'exploitant doit au préalable s'assurer que ces poteaux respectent bien les dispositions suivantes : "L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) ".

L'exploitant doit, dans un délai maximal d'un mois, faire part à l'inspection des installations classées et au SDIS 77 de la solution retenue pour assurer un débit de 360 m3/h pendant 2 heures dans le cadre de la défense extérieure contre l'incendie de son établissement. Il conviendra également de fournir tous les justificatifs probants permettant de valider cette solution (rapport de test en simultané des poteaux incendie, respect des distances entre l'installation et les poteaux incendie, devis signé pour l'installation d'une réserve incendie le cas échéant, etc.).

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Vanne d'isolement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/1996, article 10.2

Thème(s) : Risques chroniques, Etanchéité de la vanne guillotine (EU)

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

En cas de sinistre de grande ampleur, les eaux d'extinction d'incendie chiffrée à 1500 m3 seront retenues par le décaissement par rapport au bâtiment, des quais de déchargement et en installant des vannes guillottes au raccordement des eaux pluviales.

Constats : le site dispose de deux vannes d'isolement à fermeture manuelle à l'entrée du site : une vanne sur le réseau d'eaux usées et une vanne sur le réseau d'eaux pluviales, localisée en amont du séparateur d'hydrocarbures.

Au cours de la dernière visite d'inspection réalisée en 2015, l'inspection des installations classées avait été amenées à constater que la vanne guillotine positionnée sur le réseau d'eaux usées n'était pas étanche.

L'exploitant a justifié que la vanne avait été remplacée en 2015 consécutivement à la visite par la société JCMUNEREZ Environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Système de détection en mezzanine
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p> <p>Constats : Dans le bâtiment la détection incendie est assurée par le système d'extinction automatique (sprinklage).</p> <p>Des détecteurs incendie dédiés ont été installés dans la cellule 1 qui comporte une mezzanine.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre le dernier rapport de vérification et un plan de localisation de ces détecteurs.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Défense extérieure contre l'incendie (DECI)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/1996, article 6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Défense extérieure (poteaux et réserve incendie)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le réseau d'eau d'alimentation de l'établissement devra être capable de fournir le débit nécessaire pour alimenter dès le début de l'incendie les robinets d'incendie armés.</p> <p>La défense extérieure contre l'incendie est assurée par des poteaux situés sur la voie publique. Trois d'entre eux devront assurer un débit simultané de 180 m3/h.</p> <p>Par ailleurs une réserve d'incendie d'un volume de 1200 m3 réalimentable et située dans l'enceinte de la zone complètera la défense extérieure contre l'incendie. Ce bassin sera desservi par une voie engins réservée aux sapeurs pompiers.</p> <p>Constats : Le site dispose de 5 poteaux privés directement alimentés par le réseau public (répertoriés n° 571 à 575 dans le logiciel de gestion partagés des PEI du département).</p> <p>Lors d'une visite de reconnaissance réalisée en août 2019, le SDIS 777 a identifié que le poteau n°575 situé à l'arrière du bâtiment était uniquement accessible à pied et à plus de 125 m de la voie engins, le rendant indisponible en cas de sinistre.</p> <p>Le PV du dernier contrôle en simultané des 4 poteaux privés disponibles sur le site réalisé par Veolia le 20/01/2020 indique que ces poteaux sont en mesure de délivrer un débit individuel de 60 m3/h.</p> <p>En outre, le SDIS 77 a également constaté que le bassin de 1200 m3 présent dans la zone d'activités Gustave Eiffel et mentionné dans l'arrêté préfectoral encadrant les activités du site était inaccessible et inexploitable.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 11 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : AM - 11/04/17 - 1510 E - Annexe II > 11. - Eaux d'extinction incendie Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>[...]</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé en calculant pour chaque cellule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie déterminé selon les dispositions du point 13 ci-dessous, d'une part ; - du volume de liquide libéré par cet incendie, d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>Cette somme est minorée du volume d'eau évaporé.</p> <p>Le volume nécessaire au confinement peut également être déterminé conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition août 2004). En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation, est postérieur à la parution dudit document, le volume nécessaire au confinement peut également être déterminé conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020).</p> <p>Constats : Dans le cadre de la réévaluation des besoins en eau du site, l'exploitant a redimensionné le volume nécessaire à la rétention des eaux d'extinction incendie en cas de sinistre. Ce dernier est évalué à 1470 m3.</p> <p>L'article 10.4 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 1996 précise que "les eaux d'extinction chiffrée à 1500 m3 seront retenues par le décaissement par rapport au bâtiment, des quais de chargement et en installant des vannes guillottes au raccordement des eaux pluviales".</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir un plan permettant de visualiser les zones de rétention sur le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Dimensions des cellules

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Mezzanine
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La surface d'une mezzanine occupe au maximum 50 % de la surface du niveau inférieur de la cellule. Dans le cas où, dans une cellule, un niveau comporte plusieurs mezzanines, l'exploitant démontre, par une étude, que ces mezzanines n'engendrent pas de risque supplémentaire, et notamment qu'elles ne gênent pas le désenfumage en cas d'incendie.</p>
<p>Constats : La cellule 1 dispose d'une mezzanine d'une surface d'environ 4500 m2 représentant environ 43% de la superficie de la cellule.</p> <p>Le plancher de cette mezzanine comporte en partie des ouvertures par caillebotis métalliques permettant d'évacuer les fumées pouvant s'accumuler sous le plancher en cas d'incendie.</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que des marchandises étaient stockées ponctuellement sur ces caillebotis. Ces conditions de stockage sont susceptibles de gêner le désenfumage de la cellule en cas de sinistre.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Annexe confidentielle

Non communicable au public

Informations consultables selon des modalités adaptées et contrôlées

Nature du caractère confidentiel :

- ☒ (Information sensible (1)
- ☐ (Secret industriel
- ☐ (Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. note ministérielle du 20 février 2018 et instruction du gouvernement du 06 novembre 2017). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4

Information confidentielle :

Ses deux clients sont une société spécialisées dans les produits cosmétiques (NUXE) et une autre dans la distribution de supports musicaux (SONY).